



JEAN-JACQUES **BECKER**
GERD **KRUMEICH**

TEXT O

La Grande Guerre

Une histoire franco-allemande

LA GRANDE GUERRE

JEAN-JACQUES BECKER

GERD KRUMEICH

LA GRANDE GUERRE
UNE HISTOIRE FRANCO-ALLEMANDE

TEXTO

Le goût de l'histoire

© Éditions Tallandier, 2008 et 2012 pour la présente édition
Éditions Tallandier – 2, rue Rotrou, 75006 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-1-02104-338-1

SOMMAIRE

Préface	9
-------------------	---

Première partie. Pourquoi une guerre franco-allemande ?

Chapitre premier. Les opinions française et allemande, fin XIX ^e -début XX ^e siècle	17
Chapitre II. Le raidissement des rapports franco-allemands après 1911	39
Chapitre III. La crise de juillet 1914	61

Deuxième partie. Une guerre des peuples ?

Chapitre IV. « Union sacrée » en France et <i>Burgfrieden</i> en Allemagne	77
Chapitre V. Les régimes politiques à l'épreuve de la guerre	83
Chapitre VI. L'évolution politique de l'« Union sacrée » et du <i>Burgfrieden</i>	95
Chapitre VII. Mentalités et « culture de guerre »	103
Chapitre VIII. Le moral et ses aléas	111

Troisième partie. Une guerre d'une violence inconnue ?

Chapitre IX. La mobilisation des hommes	133
Chapitre X. La mobilisation de l'industrie	141
Chapitre XI. La violence des champs de bataille	159
Chapitre XII. La violence contre les civils	167

Quatrième partie. Pourquoi une si longue guerre ?

Chapitre XIII. La guerre courte devient un mythe	191
Chapitre XIV. L'équilibre	209
Chapitre XV. Les tentatives de paix	239

Cinquième partie. La rupture des équilibres

Chapitre XVI. La rupture en faveur de l'Allemagne	253
Chapitre XVII. La victoire et la paix	275
Chapitre XVIII. Après la guerre	293
En guise de conclusion	307
Notes	309
Bibliographie	337
Index	361
Des mêmes auteurs	377

PRÉFACE

La guerre qui éclate en Europe en 1914 a tout naturellement été dénommée *guerre de 1914*, puis assez rapidement *la Grande Guerre*, en raison de l'ampleur qu'elle avait prise. Jamais, jusque-là, dans l'histoire humaine, on n'avait vu une telle guerre, engageant un tel nombre de combattants, environ six millions dès le mois d'août 1914. Ce ne fut qu'à la suite de la Seconde Guerre mondiale qu'on la baptisa *Première Guerre mondiale*. Formule en même temps juste et fautive : il est vrai qu'à côté de la plupart des pays européens, de nombreuses nations extra-européennes y participèrent, des pays d'Amérique latine, le Japon, la Chine, mais cette participation fut relativement ou totalement symbolique. En revanche, la participation des États-Unis, celle des dominions blancs de l'empire britannique, de l'Inde, des colonies françaises, elle, ne le fut pas, de sorte qu'il n'est pas inexact de constater que les différentes parties du monde ont pris part à cette guerre européenne. Mais ce fut incontestablement et d'abord une guerre européenne. La dénomination la plus juste aurait été celle de *Grande Guerre européenne*, mais, pour la France, elle fut et resta une guerre franco-allemande, la deuxième grande guerre franco-allemande. Pour l'Allemagne, il en alla différemment : dans le passé, le territoire allemand avait souvent été envahi et quelquefois ravagé par des armées françaises, mais en 1870-1871, puis de nouveau en 1914, la guerre se déroula entièrement ou presque en dehors de celui-ci. De sorte que, pour les Allemands, l'essentiel c'était moins le conflit avec la France que celui avec le pays qu'ils considéraient comme la principale puissance chez leurs ennemis, c'est-à-dire le Royaume-Uni. D'autant plus que s'y ajoutait l'amour trompé. Les Allemands se considéraient presque comme appartenant à une même race que les Anglais – Guillaume II était d'ailleurs le petit-fils de la reine Victoria – et ils avaient cru jusqu'au dernier moment que ceux-ci n'interviendraient pas. Plus qu'un conflit franco-allemand, la guerre leur apparut comme un conflit avec l'Angleterre, dont la France n'était qu'un bras armé. De ce

point de vue, ne peut-on se demander si le succès d'un ouvrage comme celui d'Ernst Jünger, *Orages d'acier*, n'est pas lié partiellement au fait que la guerre qu'il conte est presque toujours une guerre germano-britannique ?

Il n'en reste pas moins que la dénomination de guerre franco-allemande n'est pas inexacte au vu des faits.

Les opérations militaires les plus importantes et les plus prolongées ont eu lieu sur le territoire français. Les deux principales forces militaires, rapportées à l'ensemble de la guerre, ont été l'armée française et l'armée allemande. Si, d'un côté, l'armée allemande, de l'autre, l'armée française n'avaient pas tenu, la guerre n'aurait pu se prolonger. La guerre s'est terminée lorsque le commandement allemand a eu la conviction que son armée risquait de s'écrouler sur le front français. Certes, sur ce front combattaient, entre autres, les Britanniques et les Américains, mais l'armée française n'en était pas moins la force principale, à la fois par le nombre de ses combattants et par l'expérience que ses généraux avaient accumulée. Même si ce fut très tardif, on ne peut négliger le fait que commandement suprême des forces alliées ait été confié en 1918 à un général français, Foch.

La guerre n'aurait pu durer autant, si tant le peuple français que le peuple allemand, de façon presque unanime au début, de façon largement majoritaire ensuite, n'avaient pas été convaincus de ne pas cesser le combat avant d'avoir obtenu la victoire, quelles que soient la cruauté des pertes subies et celle des sacrifices consentis. Du côté allemand, comme du côté français, la guerre fut au moins autant une guerre des peuples qu'une guerre des combattants, avec encore ce bémol que, bien que le peuple allemand ait connu des conditions de vie pires que celles du peuple français, il s'est senti concerné d'une autre façon, parce que la guerre ne se déroulait pas sur son sol, mais qu'en contrepartie il avait davantage conscience que, d'origine récente, l'entité allemande, l'unité allemande, risquait d'être anéantie par une défaite. Dans les mentalités des deux peuples, avec des nuances importantes, l'aspect franco-allemand du conflit ne pouvait manquer de rester central à travers les années.

*

* *

Il n'est donc pas illégitime d'écrire une histoire de la guerre vue en même temps du côté allemand et du côté français, ni qu'elle soit le fait du travail en commun d'un historien allemand et d'un historien français.

Mais on peut se demander, pourquoi si tard, pourquoi avoir attendu plus de quatre-vingts ans après la fin du conflit ? Les raisons sont d'ordre mental et historiographique. Cette guerre – et la seconde qui en fut largement une suite, même s'il n'y avait pas de fatalité qu'elle ait lieu – ont provoqué un tel antagonisme entre les deux peuples que, pendant longtemps, une telle entreprise n'était guère envisageable.

Il a fallu aussi qu'au plan historiographique certaines barrières soient levées. Tout naturellement, la vision de la guerre, chez les historiens allemands comme chez les historiens français, était « spontanément nationale », elle ne se prêtait guère à comprendre l'histoire de l'autre. Une sorte d'apprentissage a été nécessaire. Cet apprentissage, on le doit en grande part à la construction de *l'Historial de la Grande Guerre*, à Péronne, où l'histoire de la guerre a été « écrite » par une équipe internationale. Il y a été prise l'habitude de travailler ensemble et de comprendre ensemble les problèmes, et il y a été prise conscience que l'histoire d'une telle guerre ne devait plus être nationale, ne pouvait plus être nationale, sauf à conduire à de graves méprises. En outre, *l'Historial de Péronne* était déjà l'aboutissement d'une nouvelle conception de l'histoire, où l'histoire des événements ne doit pas être oubliée mais doit intégrer en permanence les opinions des populations concernées, combattantes ou non, leurs mentalités, leurs cultures, avant, pendant et après la guerre. Le fondement doit en être ce que l'on peut appeler une « histoire politique des mentalités ». Dans ce contexte, une tentative d'écrire une histoire de la guerre en insistant sur l'aspect franco-allemand pouvait enfin prendre corps.

En écrivant cette histoire, nous nous sommes rendu compte que bien souvent, même chez les spécialistes de la Grande Guerre, des faits incontestables pour les uns l'étaient beaucoup moins pour les autres. Même dans le discours de celui qui tente, sans *a priori*, de faire une histoire comparée, il se glisse des notions ou des certitudes qui ont leur origine – sans qu'on s'en rende nécessairement compte – dans la tradition nationale qui a influencé ses analyses. Ce fut une expérience, combien intéressante et forte, de nous en rendre compte. Nous en avons discuté et nous avons souvent pu affiner l'argument à la lumière d'une perspective de plus en plus comparative. Et « comparatif » veut dire ici que d'autres jugements ne sont pas dénués de solides arguments et peuvent être compris et acceptés... Ce fut donc une expérience d'historiographie comparée de deux historiens, mus par la ferme volonté d'en « savoir plus » l'un grâce à l'autre. Nous espérons que nos lecteurs y trouveront un enrichissement de leur connaissance de la Grande Guerre qu'ils ont recherché en ouvrant ce livre.

Première partie

Pourquoi une guerre franco-allemande ?

Il n'est pas sûr que la Grande Guerre ait eu de véritables causes, facilement identifiables, mais il est resté dans les mémoires que cette guerre était fatale et, en particulier, qu'après la guerre de 1870, un nouvel affrontement franco-allemand ne pouvait manquer de se produire. La conviction a été entretenue, dans la mémoire allemande, mais aussi française, que l'esprit français avait été dominé depuis la défaite de 1871 par l'idée de *revanche* et par celle de la nécessaire reprise de l'Alsace-Lorraine, et, dans la mémoire française, qu'une Allemagne arrogante avait fait preuve parallèlement d'une agressivité permanente. D'où une interrogation majeure : en a-t-il bien été ainsi, ces peintures de l'opinion allemande et française ont-elles bien correspondu à une réalité ? Ont-elles été vraies, en partie vraies, en partie fausses, totalement fausses ? Davantage encore, l'opinion allemande et l'opinion française se voyaient-elles ainsi ?

Chapitre premier

LES OPINIONS FRANÇAISE ET ALLEMANDE, FIN XIX^e SIÈCLE-DÉBUT XX^e SIÈCLE

L'opinion française

Lors de ce qu'on appelle « l'alerte » de 1875, l'Allemagne de Bismarck se fit menaçante, et l'on put craindre un nouveau conflit. Le chancelier allemand ne voulait probablement pas faire autre chose que d'intimider la France et la faire renoncer à une partie de son programme militaire, il ne souhaitait pas un nouvel affrontement, mais en France cette crise fut ressentie comme la volonté allemande de faire à nouveau la guerre à une France qui se relevait trop vite et dont on pouvait craindre qu'elle veuille prendre sa revanche.

Question importante : l'opinion publique allemande a-t-elle été, pendant les quarante années après 1871, persuadée que la France préparait et voulait sa revanche ?

Il est certain, en tout cas, que l'historiographie française a pendant très longtemps donné la vision d'une France « revancharde ». Il y a quelques années seulement que cette affirmation d'une volonté française de revanche a été remise en cause et a cessé d'être considérée comme une vérité incontournable¹.

Les premières élections après la défaite de 1871, le 8 février, furent marquées par la victoire des monarchistes sur les républicains. Les premiers s'étaient prononcés pour la paix alors que les seconds voulaient continuer la guerre. Dès ce moment, s'il y a idée de revanche, elle n'est que celle des républicains – qui vont certes devenir bientôt la majorité –, mais elle n'est pas celle de la moitié monarchiste du pays. Pour celle-ci, la seule politique à suivre est celle du repli sur soi, du « recueillement ».

Au pouvoir à partir de 1877, les républicains se firent-ils les partisans d'une *politique* de revanche ? D'aucune façon. Même en 1887, lorsque se produisit l'affaire Schnaebelé – ce commissaire français arrêté à la frontière par son collègue allemand –, le général Boulanger, ministre de la Guerre, se livra à quelques rodomontades – ce qui lui valut par la suite d'être baptisé « Général Revanche » –, mais les milieux dirigeants ne voulaient surtout pas de guerre, revanche ou pas. Dans certaines régions, en Lorraine, en particulier, on crut à la guerre, mais une crainte plus générale fut que c'était Bismarck qui avait cherché le conflit.

Cela ne signifie pas que la France n'ait pas fait alors un immense effort militaire, mais un effort surtout défensif avec la construction du système Séré de Rivières – du nom du général qui l'avait conçu et en partie réalisé –, un ensemble de fortifications étendu à toute la France du Nord-Est depuis Paris.

En fait, dans les années 1880, les républicains qui gouvernent – Jules Ferry², Gambetta – ont abandonné l'idée de revanche. On a pu parler de « dérivation coloniale » – quelquefois encouragée par le chancelier Bismarck. Sans que cela soit admis au niveau du discours – il aurait été impie d'avoir l'air d'accepter l'abandon de l'Alsace-Lorraine –, on comptait sur l'expansion coloniale pour redonner à la France son rang de grande puissance.

Comment peut-on expliquer alors cette contradiction entre les réalités de la politique et l'idée si souvent développée d'une France « revancharde » ? En fait, si la revanche était abandonnée dans les faits, elle ne l'était pas dans les mots. Il y avait dans l'opinion un discours de la revanche, fondé d'abord sur la vivacité d'un antigermanisme qui ne se démentait pas, il y avait une immense littérature où l'on célébrait la revanche, il y avait, en particulier, le très grand succès obtenu pendant longtemps par les médiocres poèmes patriotiques de Déroulède. La meilleure analyse de l'attitude des Français par rapport à la revanche est due à un des historiens du nationalisme français, Zeev Sternhell :

Il serait bien difficile de fournir une définition raisonnable du sentiment réel des Français à l'égard de la revanche : certes, le désir de voir les deux provinces rendues à la France était général, mais il ne semble pas que la majorité des Français ait eu l'intention de se battre pour les reconquérir. La revanche était surtout un mythe, mais l'opinion publique désirait que ce mythe fût entretenu [...] les Français se refusaient à entériner un état de fait qui consacrait l'humiliation du pays³.

L'abandon dans les faits de la revanche par les républicains explique le développement d'un courant nationaliste symbolisé par la *Ligue des Patriotes*⁴, dont Paul Déroulède devint bientôt le principal représentant. Organisation de « gauche » à l'origine – Déroulède lui-même se situait dans la mouvance du principal dirigeant républicain, Léon Gambetta – elle se déplace ensuite vers la droite, voire l'extrême droite. En même temps, ce nationalisme change de nature et devient surtout à usage interne. Dans les années 1885-1886, la Ligue des Patriotes passe progressivement de l'état d'association patriotique à celui d'organisation de lutte contre le régime parlementaire. Avant de pouvoir envisager la revanche, il fallait d'abord commencer par réformer le régime politique intérieur. Ce passage à droite du nationalisme est définitivement réalisé avec le mouvement boulangiste (1887-1889) dont la Ligue des Patriotes est le principal moteur, mais une Ligue où les républicains ont été en grande partie remplacés par les monarchistes et dont le programme omet de parler de la guerre et de la revanche⁵, d'autant que les royalistes qui financent le mouvement ne l'auraient pas admis.

D'un autre côté, si la majorité de l'opinion, et surtout l'opinion de gauche, devient par un phénomène opposé pacifiste, son pacifisme a également des limites et il témoigne des contradictions de l'opinion résumées dans la formule « ni guerre, ni renoncement⁶ ». Il n'est pas question d'« oublier », même si on n'y peut rien changer. Il est d'ailleurs remarquable que la conclusion de l'alliance franco-russe en 1892-1894, qui permettait à la France de sortir de l'isolement où Bismarck avait voulu la confiner, bien loin d'être utilisée pour envisager une revanche, ait marqué le début d'une longue période de détente entre la France et l'Allemagne⁷.

Au début du XX^e siècle, ce n'est plus seulement la volonté de revanche, c'est aussi le discours de revanche qui a disparu. Comme l'écrivait le catholique Albert de Mun dans un journal nationaliste, *L'Écho de Paris*, le 9 août 1914 : « La Revanche ! mot vibrant, si longtemps refoulé dans nos âmes et qu'il nous était défendu de crier tout haut... » La génération de la revanche avait en partie disparu et, spécialiste de l'armée, Henry Contamine, même s'il la trouve un peu restrictive, signale cette affirmation du colonel Lebaud : « La Revanche, de rares exaltés y pensaient⁸. » L'attitude par rapport à l'Alsace-Lorraine est plus ambiguë : le refus de faire la guerre pour les provinces perdues était général (y compris parmi les plus ardents partisans de la France en Alsace-Lorraine), mais la question restait suffisamment présente dans les esprits pour empêcher une réconciliation franco-allemande.

Il existe certes un important courant nationaliste⁹, même si son refus de participer aux compétitions électorales empêche d'en mesurer véritablement l'influence. Mais qu'il s'agisse de la Ligue des Patriotes autour de Paul Déroulède, de la Ligue de la Patrie française¹⁰ qui connaît une grande importance au tout début du siècle, et qui rassemblait de nombreux intellectuels désireux de faire contrepoids à l'organisation des intellectuels de gauche, la Ligue des droits de l'homme, qu'il s'agisse de l'Action française¹¹, ou encore des deux écrivains de talent, Maurice Barrès et Charles Maurras, qui symbolisent le nationalisme de cette période, s'il y avait des différences – par exemple, Barrès se voulait républicain et Maurras monarchiste¹² –, l'évolution du courant nationaliste, déjà signalée à la fin du siècle passé, n'a fait que se confirmer. Son objectif est essentiellement interne, il est profondément conservateur et il veut mettre fin à la République parlementaire, « la Gueuse », comme on dit à l'Action française.

Tous les analystes du nationalisme en sont bien d'accord, mais dans un livre comme celui-ci, une question se pose : ce nationalisme était-il vu ainsi en France même et au-delà des frontières ? Si sa réalité était celle que nous venons de dire, ses apparences pouvaient être différentes. En 1908, par exemple, Maurice Barrès écrivait : « En politique, je n'ai jamais tenu profondément qu'à une seule chose : la reprise de Metz et de Strasbourg. Tout le reste, je le subordonne à ce but principal. [...] Ce sont là des idées que je tiens de ma petite enfance [...] et des images de la guerre qui se sont fixées dans mon esprit en Lorraine et en Alsace quand j'avais huit ans. » Quand on regarde le parcours de Maurice Barrès depuis sa petite enfance, il apparaît très clairement qu'il s'agit là d'une « reconstruction » après coup. Celui qui était devenu une des têtes du nationalisme devait se créer une jeunesse nationaliste. Il n'en reste pas moins que toute son œuvre tournait maintenant autour de l'hostilité franco-allemande, avec des ouvrages comme *Les Bastions de l'Est : au service de l'Allemagne* (1905), *Colette Baudoche, histoire d'une jeune fille de Metz* (1909)... Il en va de même pour Maurras et son journal *L'Action française*, créé en 1908, dont le violent antigermanisme n'avait d'égal que l'antisémitisme. Vue de l'extérieur, la violence d'un discours qui s'étalait jour après jour pouvait dissimuler ses véritables objectifs.

Néanmoins, qu'il soit interprété d'une façon ou d'une autre, ce nationalisme, ce néonationalisme – car, pendant longtemps, l'exaltation de l'idée nationale avait été plutôt une notion de gauche –, était minoritaire, même s'il était bruyant, très minoritaire dans l'opinion française, surtout

après sa défaite dans l'affaire Dreyfus qui lui avait servi de rampe de lancement.

En ce début du xx^e siècle, la politique française est dominée par le parti radical, qui gagne les élections de 1902 et de 1906. C'est le parti des classes moyennes, depuis les agriculteurs jusqu'au monde de l'entreprise, en passant par les fonctionnaires, les enseignants, les professions libérales, avocats, médecins, etc. En politique internationale, il est incontestablement patriote, mais non moins incontestablement pacifique : « Face aux conflits qui menacent ou se déroulent dans le monde des débuts du xx^e siècle, le parti radical s'affirme résolument hostile à la politique de force au nom des grands principes de morale universelle¹³. » C'est là le point de vue de la plus grande part de l'opinion, encore qu'à l'extrême gauche, on aille encore plus loin, car comme l'a écrit Maurice Vaïsse : « À l'aube du xx^e siècle, nationalisme et internationalisme rivalisent¹⁴. »

Une fraction de l'opinion communie dans l'internationalisme, dont le principal objectif était la paix entre les peuples et le rejet de la guerre, d'où une certaine identification entre internationalisme et pacifisme. Il existait un pacifisme catholique, même s'il était extrêmement minoritaire dans l'opinion catholique, mais les gros bataillons pacifistes se trouvaient plutôt à l'extrême gauche, dans les rangs du parti socialiste et du mouvement syndical.

Le parti socialiste n'était pas aussi important en France qu'en Allemagne, mais il se développait très rapidement, surtout depuis qu'il s'était unifié en 1905 sous le nom de Section française de l'Internationale ouvrière. Profondément pacifiste, il n'était pas pour autant antimilitariste et Jean Jaurès, qui en devint progressivement le représentant le plus important, croyait à la patrie et à la nécessité de la défendre¹⁵. Ce n'était pas le cas de tous les socialistes, en particulier ceux regroupés autour de Gustave Hervé¹⁶. Orateur brillant, fondateur en 1906 du journal *La Guerre sociale*, qui connaît le succès, Gustave Hervé est partisan de l'insurrection en cas de guerre. Son action est proche de celle de la CGT, qui prend son essor dans ces premières années du xx^e siècle et que domine le courant syndicaliste-révolutionnaire, au sein duquel les anarchistes jouent un grand rôle. Lors de son congrès d'Amiens, en 1906, la motion qui l'avait emporté faisait de l'antipatriotisme et de l'antimilitarisme la doctrine officielle de la CGT.

Il ne faut exagérer l'importance ni de l'un ni de l'autre, mais face au nationalisme, l'internationalisme fait contrepoids. Ils ne constituent toutefois que deux minorités. Dans leur immense majorité, les Français

sont patriotes, mais leur patriotisme n'est pas agressif et il n'est sans aucun doute plus revanchard, en supposant qu'il l'ait jamais été. L'opinion allemande, cependant, voit-elle les choses de cette façon ?

L'opinion allemande

Beaucoup d'historiens allemands restent convaincus, même de nos jours, de l'existence d'une volonté française de revanche avant 1914. La formule « Poincaré-la-Guerre » est restée dans les esprits, tellement la polémique fut forte contre « l'esprit de revanche » en France dans l'Allemagne des années 1920 et sous le régime nazi, d'autant que cette opinion a des racines qui s'enfoncent profondément jusque dans l'après-guerre de 1871. Pour Bismarck comme pour la majorité du peuple allemand, il n'y avait aucun doute. La France ne cesserait de préparer une guerre de revanche pour récupérer l'Alsace et la Lorraine. Pour cette génération, il y eut la crainte, dont on parle très peu aujourd'hui, de voir l'esprit « napoléonien » ou « bonapartiste » se réveiller et la France tenter de remettre en cause l'unité allemande, si chèrement et si tardivement acquise. De ce point de vue, l'Alsace avait une importance stratégique considérable dans l'opinion allemande, car c'est en partant de Strasbourg, en 1805, que les troupes de Napoléon I^{er} avaient réussi à marcher rapidement sur Ulm, en « coupant en deux » le territoire allemand. Juste avant la guerre de 1870, la population des États allemands du Sud-Ouest (le Bade, le Wurtemberg, la Bavière) redoutait fort un tel mouvement, et elle ne se vit rassurée que lorsque Strasbourg devint « allemande ». Ce fut la raison principale pour laquelle Bismarck chercha, à partir des années 1880, un rapprochement avec la République de Jules Ferry, afin de faire « dériver » les énergies françaises vers l'expansion coloniale.

De façon assez contradictoire, il s'y ajoutait, dans l'esprit de la majorité des Allemands, que la République française était intrinsèquement faible. On parlait beaucoup, et de façon à se rassurer, de la « dégénérescence » de la France sous le régime républicain. On suivait attentivement, avec amusement, voire avec dédain, les manifestations de l'esprit public français, les soubresauts de la République, les scandales afférents (pensait-on) au régime républicain, du scandale de Panama jusqu'à l'affaire Dreyfus. Cette crise fondamentale de la République fut suivie et en partie « alimentée » par le gouvernement allemand, qui pensa y apercevoir un signe indélébile de la faiblesse de la France. Mais l'affaire

Dreyfus montra aussi, entre autres, l'effervescence antiallemande en France, où une partie de l'opinion crut même à une « connivence » entre le « traître Dreyfus » et l'empereur Guillaume II lui-même. En réalité, le gouvernement allemand n'y fut pour rien – ou presque. Il alla même jusqu'à affirmer, dans une déclaration officielle, qu'il n'avait pas eu de relations avec Dreyfus, mais on ne pouvait légitimement demander que les services de renseignements allemands dévoilent leurs rapports avec Esterházy, le véritable traître. Il aurait pu sans doute trouver des moyens de faire connaître la vérité, s'il l'avait voulu. Or, c'est le contraire qui est vrai, comme le montre cette instruction du secrétaire d'État aux Affaires étrangères von Bülow, en date du 29 septembre 1898 :

Notre intérêt dans l'affaire Dreyfus est de nous en tenir à l'écart autant que possible. Une victoire des antirévissionnistes n'est pas souhaitable, parce qu'elle pourrait amener la dictature et la guerre contre nous. Nous n'avons pas de raison de nous attrister du fait que le haut commandement français soit discrédité [...]. Le mieux pour nous serait que l'Affaire continue à suppurer, qu'elle provoque la division dans l'armée et qu'elle scandalise l'Europe¹⁷ [...].

L'opinion allemande ne partageait pas tout entière ce point de vue. Des études récentes montrent que, dès les débuts de l'affaire Dreyfus, les milieux populaires manifestèrent, dans nombre de villes allemandes, de la sympathie pour ce « pauvre diable ». De nombreuses pièces de théâtre évoquèrent le procès de Dreyfus et la lutte des gauches pour une vraie République en France. Toute l'opinion, dans l'Allemagne de Guillaume II, ne communiait pas dans un esprit de « réaction militariste ». En revanche, les couches dirigeantes et le grand public restaient convaincus que la France déclinait. On suivait attentivement les statistiques de la natalité française. Sa faiblesse, qui se traduisait par la stagnation de sa population (38 millions d'habitants en 1900, contre 56 millions d'Allemands dans le nouveau Reich), le malthusianisme français, tout cela semblait indiquer que le « déclin de la France » ne cessait de s'amplifier et que ce pays perdrait avant peu son statut de grande puissance¹⁸. Pour l'Allemand moyen, c'était d'autant plus une évidence que l'opinion était alors de plus en plus imprégnée par le darwinisme, théorie dominante de la fin du siècle. Cette « mentalité » reçut le soutien de l'idéologie « pangermaniste » et de la Ligue pangermaniste (*Alldeutscher Verband*), dont le porte-parole fut Heinrich Class à partir de 1908. Cette organisation, créée en 1891 par un groupe

d'intellectuels et d'hommes politiques décidés à promouvoir la politique « impériale », coloniale et européenne, du Reich, rassembla bientôt plus de 20 000 membres. En 1905, elle en comptait 130 000, répartis entre plus de cent groupes locaux¹⁹.

Sans dire que cet esprit « pangermaniste » fut prédominant dans l'Allemagne de 1900, on ne doit pas non plus en sous-estimer l'influence, en particulier sur les intellectuels et les milieux dirigeants. Après la chute de Bismarck en 1890, la voie fut libre pour l'idéologie expansionniste. C'est Guillaume II qui mit en œuvre une politique « mondiale », dont les principes rencontrèrent un large écho dans l'opinion publique. Même ceux qui critiquaient les menées réactionnaires de la « caste » aristocratique et militaire de la vieille Prusse, toujours régnante à Berlin, applaudirent à cette nouvelle ambition « mondiale ». Max Weber, le grand sociologue et perspicace critique de l'Empire, exigea ainsi, dans sa fameuse leçon inaugurale à l'université de Fribourg, en 1895, que l'Allemagne développe une énergique « politique de puissance mondiale », puisque, sans cela, il aurait été inutile de créer le Reich²⁰.

Le passage à la *Weltpolitik* eut de nombreuses conséquences, tant sur la politique internationale en général que sur les relations franco-allemandes en particulier. Ce fut une nouvelle fois Bülow, nommé chancelier du Reich en 1900, qui en montra la signification en affirmant le 6 décembre 1897, dans un discours retentissant au Reichstag, cité encore de nos jours, que l'Allemagne ne « voulait faire de l'ombre à personne », mais qu'elle chercherait désormais énergiquement à obtenir sa « place au soleil », c'est-à-dire à posséder enfin un empire colonial équivalent à ceux des Français et des Britanniques. Pour la majorité des contemporains, l'impérialisme apparaissait comme une nécessité vitale pour la survie de la nation. On trouve cette idée chez des dirigeants de toutes les grandes nations européennes, en France comme en Grande-Bretagne²¹.

Les appels « impérialistes » de dirigeants des partis de droite et du centre, ainsi que du gouvernement allemand, furent d'autant plus vigoureux (avec un brin d'amertume, déjà) que l'Allemagne risquait d'être écartée de l'expansion coloniale. En outre, elle n'était pas prête, elle n'avait pas assez d'expérience pour entrer en concurrence avec les autres grandes puissances, dont l'activité colonisatrice avait débuté trois cents ans plus tôt. Le projet impérialiste allemand, qui semblait s'imposer, était démuné d'assises concrètes. Viserait-il la Chine ? l'Afrique du Nord ? ou plutôt l'Afrique centrale, où les possessions de la Belgique ne semblaient

pas hors d'atteinte ? On ne savait pas trop où aller ni comment faire, et les intérêts concrets, d'ordre privé (les grès Mannesmann, par exemple, avaient des concessions au Maroc), risquaient de se superposer à ceux de l'État. Ainsi, le discours impérialiste était faiblement ancré dans les réalités géographiques de l'époque, et c'est pour cette raison que le grand spécialiste de cette période, l'historien Wolfgang Mommsen, récemment disparu, a pu parler d'un « impérialisme dépourvu de buts concrets » (*zielloser Imperialismus*).

Cette ambition sans finalité précise dégénéra bientôt – sans qu'on s'en soit vraiment aperçu sur le moment – en un système de bluff et de chantage dans le domaine des relations internationales*. Dans un premier temps, la *Weltpolitik* ne se traduisit que par les voyages du Kaiser aux confins du monde « civilisé », dans l'Empire ottoman et en particulier à Damas, où Guillaume II se présenta comme le protecteur désintéressé des intérêts allemands auprès des peuples dominés par les impérialismes britannique ou russe. Dans un second temps, et ce fut plus important, Bülow affirma que l'Allemagne n'avait pas à établir des objectifs précis, mais à attendre que se produisent des litiges entre les autres puissances pour en profiter d'une manière ou d'une autre. Le dogme de la politique extérieure du Reich fut que l'Allemagne pouvait rester libre de tout engagement (hormis son alliance avec l'Autriche-Hongrie), parce que les Français, les Britanniques et les Russes ne sauraient jamais tomber d'accord sur rien et que, dans ces conditions, l'Allemagne garderait sa liberté de choix et, de toute façon, profiterait à la longue de ces mésententes internationales²². Effectivement, la France et la Grande-Bretagne ne furent-elles pas au bord de la guerre en 1898, lors de l'affaire de Fachoda ?

Cette politique assez floue de la « place au soleil » prônée par Bülow trouva un accueil enthousiaste dans une partie de l'opinion allemande. Des organisations de masse, comme la Ligue coloniale (*Kolonialverein*) et la Ligue navale (*Flottenverein*), formèrent les bases solides de ce mouvement²³. Au Reichstag, qui était dépourvu de pouvoirs dans le domaine des Affaires étrangères (la Constitution ne lui donnait pas l'initiative des lois), la gauche balançait entre l'approbation des principes de l'expansion « mondiale » et le refus des « agissements impérialistes ». Au centre droit, le *Zentrum* catholique, les partis « national-libéral » et « conservateur-libre » (un groupe constitué de libéraux de droite et de purs conservateurs) se firent les soutiens les plus décidés de la politique

* Voir p. 29 et suiv.

gouvernementale, pendant que la droite conservatrice, de souche prussienne et agrarienne, regrettait le bon temps d'un Bismarck hostile aux « aventures coloniales²⁴ ». Le phénomène le plus important fut l'apparition de véritables organisations de masse extraparlimentaires, dont l'unique but était de soutenir la politique impérialiste. Le peuple allemand, dans son ensemble, fut convaincu que, pour garantir l'avenir de la nation, il fallait construire un véritable empire. Guillaume II fut assez populaire, malgré la façon un peu archaïque dont il affichait son militarisme, parce qu'il promettait aux Allemands la « place au soleil » tant souhaitée.

La question de l'influence du parti socialiste sur l'opinion publique est assez complexe. D'un côté, le Parti social-démocrate d'Allemagne (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*) était un vrai parti de masse, avec plus d'un million de membres en 1913. De l'autre, à peu près interdit sous le régime de Bismarck, il s'était réfugié dans une sorte d'État parallèle, constituant une communauté particulière, féconde et multiforme, mais sans guère de rapports avec le monde parlementaire et les grandes organisations intellectuelles, ainsi qu'avec les journaux d'opinion. Sous Guillaume II, la loi bismarckienne de 1878 contre les « tendances nuisibles à la communauté » fut abrogée, mais les socialistes restèrent à l'écart de la politique parlementaire et gouvernementale. August Bebel, leur principal dirigeant, demeura « interdit à la Cour ». Même quand le groupe socialiste fut devenu la plus importante du Reichstag – il obtint 34 % des voix et 110 sièges au Reichstag lors des élections générales de 1912 –, les choses ne changèrent que très lentement. Bethmann-Hollweg fut le premier chancelier à respecter – au grand dam de la droite – les exigences des sociaux-démocrates, pour former une majorité certes officieuse, mais prometteuse pour l'avenir.

Malgré cette évolution progressive, les socialistes restèrent, plus qu'en France, la bête noire des partis et groupes « nationaux ». Pourtant, le parti était dominé par le courant centriste (Noske, Ebert), qui avait conscience de l'intérêt d'une politique coloniale réfléchie et qui affirmait le patriotisme foncier de la social-démocratie²⁵.

Un aspect important de la *Weltpolitik*, de cette « politique à ambition mondiale », fut le développement de la marine. Parallèlement à la place prise par la *Weltpolitik* dans l'opinion, une grande campagne de propagande savamment orchestrée par le gouvernement, et avant tout par l'amiral von Tirpitz, persuada celle-ci de la nécessité de la construction d'une grande flotte, créant un véritable engouement pour la marine. Tirpitz, chef d'état-major de la marine de 1892 à 1896, fut nommé en

1897 secrétaire d'État à l'« Office de la Marine » (*Reichsmarineamt*) – il n'y avait pas de ministère de la Marine. Il mena dès lors une énergique politique de développement de la flotte. Son plan d'armement naval (le fameux « plan Tirpitz ») avait pour but de créer à long terme une force capable de rivaliser avec celle de la première puissance navale du monde, la Grande-Bretagne. Le calcul de Tirpitz était de construire suffisamment de navires, et en particulier de cuirassés, pour qu'en cas de conflit, le Royaume-Uni, à défaut de « risquer » une défaite, puisse subir des pertes considérables²⁶. On pensait sérieusement que cette menace ouverte conduirait à un rapprochement avec la Grande-Bretagne, à favoriser un *modus vivendi* entre les deux grandes nations maritimes, et non pas, ce qui arriva, à envenimer les relations anglo-allemandes. Le fondement de ce programme d'armement naval fut donc, sans aucun doute, la menace et le chantage, c'est-à-dire la politique inventée par Bülow et poursuivie par ses successeurs. On n'imagina même pas la possibilité que la Grande-Bretagne réponde en augmentant elle-même le nombre de ses cuirassés pour rétablir le sacrosaint *Two-Power Standard*, habituel depuis le XVIII^e siècle, selon lequel la Royal Navy devait disposer d'un tonnage équivalent aux forces combinées des deuxième et troisième marines du monde. Le gouvernement allemand était convaincu que les tensions entre la France, la Russie et la Grande-Bretagne étaient telles qu'aucun accord contre l'Allemagne n'était possible, et donc que le Royaume-Uni serait forcé de composer... Il se trompait lourdement.

Ya-t-il un dérapage des relations internationales depuis 1900 ?

Les relations internationales sont étroitement liées à l'état des opinions publiques, mais elles sont aussi le résultat d'incitations qui, à leur tour, influencent les opinions. Il est donc particulièrement nécessaire de s'interroger sur la politique extérieure suivie par la France à l'époque de Théophile Delcassé, ministre des Affaires étrangères sans interruption pendant sept ans, de juin 1898 à juin 1905, ce qui est un record rarement égalé dans l'histoire contemporaine française.

La meilleure étude sur ce point est celle de Pierre Guillen²⁷. Pour l'opinion allemande, Delcassé apparaît comme l'un des responsables de la guerre, dans la mesure où il aurait mené avec constance une politique agressive envers l'Allemagne ; pour l'opinion française, il est l'homme qui a su mettre sur pied la Triple-Entente pour faire face à la menace

allemande. En réalité, comme il arrive souvent en histoire, le comportement d'un homme politique est décrit en fonction de la suite et de la fin de sa carrière, même si, au début, les motivations en ont été très différentes.

Sa vie politique, Delcassé l'a commencée dans le sillage de Léon Gambetta qui, après avoir été l'âme de la Défense nationale, était devenu le chef du parti républicain, avant de disparaître prématurément en 1882. Pour lui, il n'était pas question d'oublier l'Alsace et la Lorraine, ce qui ne signifie pas qu'il estimait que la reconquête était à l'ordre du jour, et il était très intéressé par l'expansion coloniale. Élu député en 1889, ses premiers postes ministériels, Delcassé les obtient, en 1893, comme sous-secrétaire d'État aux Colonies, puis, en 1894, comme ministre des Colonies. La politique coloniale est son principal centre d'intérêt et, dans ce domaine, l'adversaire, ce n'est pas l'Allemagne, mais la Grande-Bretagne. Et contre elle, l'appui de l'Allemagne est nécessaire. À la fin des années 1890, la politique de Delcassé consiste en une tentative de rapprochement avec l'Allemagne, qui se veut assez subtile pour qu'elle ne puisse être considérée comme une acceptation du traité de Francfort, mais qu'elle semble au contraire préfigurer un arrangement sur l'Alsace-Lorraine. Or, l'Allemagne se dérobe, ce qui conduit la France à subir en 1898 l'humiliation de Fachoda. Il en est de même en d'autres occasions. Delcassé prend alors conscience que ce qui intéresse l'Allemagne, c'est un rapprochement avec la Grande-Bretagne et non avec la France. Au tournant du siècle, il ne croit plus à une collaboration avec elle, « mais cela n'implique pas qu'il veuille édifier une construction diplomatique dirigée contre elle » (Pierre Guillen). Ce qu'il veut, c'est affermir les positions de la France en Méditerranée et, comme, sans le concours de l'Allemagne, on ne peut plus espérer chasser les Britanniques d'Égypte, c'est dans l'ouest de la Méditerranée que l'action de la France peut se développer, avec comme objectif central la mainmise sur le Maroc.

Ce fut justement la question du Maroc qui aigrit progressivement les rapports franco-allemands, sans que Delcassé l'eût souhaité. Il ne pensait pas laisser l'Allemagne à l'écart des arrangements concernant le Maroc, mais une série de circonstances allaient l'y conduire. D'abord, Delcassé se convainc que la France ne pourra réaliser ses ambitions marocaines sans s'accorder préalablement avec le Royaume-Uni, d'où les négociations qui aboutissent aux accords coloniaux franco-britanniques de 1904²⁸. Or, la Grande-Bretagne ne souhaite pas que l'Allemagne soit mêlée au règlement de la question marocaine, et Delcassé craint aussi d'ailleurs que l'Allemagne veuille prendre pied au Maroc. Cette attitude

est vivement combattue par les dirigeants du mouvement colonial français, par la direction politique du ministère des Affaires étrangères et par de nombreux diplomates, car elle paraît ainsi dirigée contre l'Allemagne. Delcassé semble être l'un des seuls à n'en pas voir les conséquences dangereuses, mais il ne croit pas faire ainsi une politique antiallemande, il croit simplement réaliser la politique coloniale de la France.

L'interprétation allemande est différente : la politique de Delcassé est vue comme découlant du dessein de former une coalition contre l'Allemagne, d'autant que les commentaires d'hommes politiques ou de journalistes français ou britanniques vont dans ce sens, présentant les succès de Delcassé comme des défaites allemandes. Ce qui explique la volonté de contre-offensive de l'Allemagne.

L'affaire de Tanger

Quoi qu'il en soit des vrais mobiles de Delcassé, il fut détesté de l'opinion allemande – presque autant que le roi d'Angleterre, George V. Les deux hommes d'État étaient censés, jusque dans l'historiographie allemande des années 1920 et 1930 (avec des prolongements jusqu'à nos jours...), avoir été les instigateurs d'une politique systématique de refus des légitimes intérêts allemands, de leur exclusion préméditée, d'un véritable encerclement de l'Allemagne par des puissances jalouses de son essor et fermement décidées à arrêter cette expansion.

Or, le chancelier Bülow fut et resta convaincu (tout comme les principaux conseillers militaires et civils du Kaiser, réunis dans ses « cabinets ») que la France, intrinsèquement faible, devrait à la longue s'incliner devant le dynamisme allemand dans le domaine colonial. C'est pourquoi les premières tentatives françaises de s'appropriier le Maroc (ce fut surtout la « mission Saint-René Taillandier » des années 1900-1902) suscitèrent peu de réactions d'une Allemagne qui affichait son « désintéressement » et insistait sur la « souveraineté » de l'État chérifien selon les règles du droit international. Attitude énigmatique pour les Français, qui y perçurent plutôt un manque d'intérêt des Allemands et en tirèrent la conclusion qu'ils pourraient poursuivre leur œuvre de « pénétration pacifique » en toute liberté. Cette tendance s'accrut encore quand, à partir de 1903, des ouvertures britanniques eurent lieu pour un règlement à l'amiable de l'ensemble des litiges coloniaux avec la France. Pour la Grande-Bretagne en effet, la force navale grandissante de l'Allemagne, qui risquait de menacer ses intérêts

mondiaux, paraissait un danger plus impérieux que la concurrence française en Afrique. La réalisation de *l'Entente cordiale* en fut l'accomplissement. Conclue le 8 avril 1904, elle stipulait seulement le « désintéressement » de la France à l'égard de l'Égypte et celui, réciproque, de l'Angleterre face à la « pacification » française au Maroc. Pour l'Allemagne, ce fut le choc ! L'Entente cordiale, qui n'avait pas, explicitement du moins, de caractère antiallemand, fut pourtant ressentie comme un désastre de la politique de la « main libre »* de Bülow. La comtesse de Spitzemberg, bonne observatrice de la Cour, a noté dans son *Journal* l'effet que fit à Berlin le rapprochement franco-britannique :

Les gens des Affaires étrangères sont profondément déprimés à cause de la convention franco-anglaise sur le Maroc. C'est une des pires défaites de la politique allemande depuis le traité franco-russe. Et pourtant la France a frappé par trois fois à notre porte avant de se tourner vers l'Angleterre [...]. Ainsi, nous nous trouvons chassés du Maroc et ne pouvons plus déranger les Anglais en Égypte, secondés par les Français [...]. Les ambassadeurs allemands de passage à Berlin se plaignent du manque absolu de constance de notre politique étrangère²⁹...

Pourtant, les signes précurseurs d'un revirement des relations franco-britanniques n'avaient pas manqué. Il n'est pas aisé d'expliquer cette curieuse incapacité des dirigeants de Berlin à faire face aux évolutions de la politique internationale et, au contraire, leur persévérance dans leur façon de penser. Les spécialistes de cette période estiment, en définitive, qu'elles furent la conséquence du système politique « semi-constitutionnel » de l'Allemagne de Guillaume II. Le cloisonnement des responsabilités politiques à la Cour, l'imbroglio entre les dirigeants politiques officiels, d'une part – à savoir le chancelier, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères et le ministre de la Guerre –, et la « clique » des conseillers militaires et civils qui entouraient le Kaiser, trop enclin à suivre leurs conseils, d'autre part, contribuaient à former une structure peu susceptible de réagir d'une manière appropriée, voire empirique, aux évolutions de la politique internationale. Cette autosuffisance se trouva accrue par l'absence d'influence du Reichstag dans le domaine de la politique étrangère, puisqu'il ne désignait pas le chancelier et son

* Voir p. 25.